

SOMMAIRE

- **Salaires des cadres : une année blanche sur les fiches de paie**
- **Crédit Agricole : grève très suivie à l'informatique**
- **Hôpitaux de Paris : manifestation pour les conditions de travail**
- **Mairie de Paris : grève contre la politique sociale de Delanoë**
- **Bibliothèque Nationale de France : en grève le 15 décembre contre les suppressions de postes**
- **SNCF : polémique autour du suicide d'un cadre**
- **France Télécom : remise du rapport sur la souffrance au travail**
- **Infirmières : l'intersyndicale appelle à une « semaine de désordre »**
- **Salaires et restructuration : mobilisation sur trois sites de Sanofi Aventis**
- **Pôle emploi : 5 tentatives de suicide en 3 semaines**
- **Ministère de la Culture : brutalités policières dans l'antichambre du ministre**
- **Documentation française et JO : grève contre les conditions de la fusion**
- **Elèves en difficulté : profs et parents interpellent le ministre de l'Éducation**
- **Dispositifs de dénonciation : Dassault Systèmes est allé trop loin**
- **Entreprises : la formation des salariés pâtit de la crise**

ÉDITO

49^{ème} CONGRÈS : L'AMBITION D'UNE CGT POUR TOUS



C'est peu dire que le travail a changé et que le rapport des salariés au travail a profondément bougé. Mais pour autant, le mouvement syndical et notre CGT ont encore des difficultés à se redéployer pour lutter efficacement contre le développement d'inégalités profondes au sein du monde du travail préjudiciables à l'ensemble des salariés et à la société toute entière.

Nous n'avons pas suffisamment su prendre toute la mesure des changements intervenus dans l'organisation du travail et dans les modes de management. Le travail est tendu et écartelé entre contrainte et créativité, entre responsabilisation et culpabilisation, entre intensification, densification des tâches et épanouissement. Les salariés et pas seulement les ingénieurs, cadres et techniciens, sont confrontés à des formes de management qui

impliquent leur engagement total dans le travail, sans qu'ils disposent des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qui leur sont fixés et dans un environnement où s'affaiblissent leurs droits. Analyser les impasses sociales auxquelles nous sommes tous confrontés et qui nous ont précipité dans cette crise, comprendre nos difficultés à appréhender cette situation et ces mutations, c'est un des exercices auquel se sont livrés les délégués au 49^{ème} Congrès de la CGT, mais aussi de nombreux syndiqués durant sa préparation.

De même, la Confédération et avec elle son Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens se sont interrogées sur les manières d'être plus proches des salariés tels qu'ils sont, tels qu'ils vivent. Ce qui pose la question des structures professionnelles et territoriales adaptées à ce que sont devenu les entreprises, les branches professionnelles, les bassins d'emploi. La CGT a réaffirmé à l'occasion de ce congrès son ambition de construire un syndicalisme d'adhérents reposant sur une vie syndicale active et démocratique permettant à chaque syndiqué d'être pleinement impliqué dans l'organisation et à la CGT, de rayonner sur la plus grande partie du salariat pour devenir la grande force syndicale des salariés, celle dans laquelle ils se reconnaissent, avec laquelle ils et elles ont envie de s'investir pour transformer leur condition sociale et de vie.

L'enjeu de la syndicalisation doit devenir un axe majeur et permanent pour toutes les organisations de la CGT et pour sa part, de l'UGICT-CGT.

Salaires des cadres : une année blanche sur les fiches paie



Selon l'enquête de Cegos/*Les Echos* sur les salaires des cadres, en 2010, l'enveloppe vouée aux augmentations des cadres ne devrait pas dépasser 2,4 %, pour une inflation prévue à 1,2 %. Et à peine 1,5 % sera attribué individuellement. Crise oblige, déjà, en 2009, les fiches de paie avaient subi un sérieux coup de frein. Sur le panel interrogé pour cette enquête quelque 37 % des 600 cadres sondés n'ont rien perçu en terme d'augmentation. Du côté des entreprises, Michelin a ramené à zéro les 2,2 % d'augmentation envisagé pour ses cadres. De son côté, Accenture a gelé les salaires. Tandis que le tour-opérateur Donatello, a proposé de réduire de 10 % les rémunérations pour éviter des départs, plusieurs employeurs, dont le loueur Hertz, ont mis en balance baisse des salaires et licenciements.

Sur le front de l'emploi, l'année 2010 ne s'annonce guère plus clémentine. Un quart des 157 DRH sondés songent à réduire leur masse salariale et 13 % ne se prononcent pas sur leurs intentions.

Crédit Agricole : grève très suivie à l'informatique

75 % des salariés des services informatiques du Crédit Agricole ont fait grève mardi pour contester un millier de suppressions d'emplois prévues.

Selon le projet « NICE », le nombre d'informaticiens passera de 2 500 à 1 500 d'ici 2013. Il est prévu aussi 400 millions d'euros d'investissements pour la modernisation du système d'information de la banque et une fusion des sociétés d'informatique. Le nombre de sites doit passer de 60 à 45, d'après l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FO, SNECA, SNIACAM, SUD, et UNSA.

La nouvelle organisation « facilitera les coopérations entre caisses régionales, qui réduiront à leur tour le nombre d'emplois dans le groupe, tant dans les sièges que dans les réseaux », a estimé la CGT dans un communiqué.

« Le Crédit Agricole, au vu de ses résultats annoncés pour 2009 », a « les moyens de s'offrir une réelle informatique performante en respectant les valeurs mutualistes a-capitaliste inscrites dans ses statuts et les valeurs sociales inscrites dans ses gènes », d'après le syndicat.



Hôpitaux de Paris : manifestation pour les conditions de travail



A l'appel d'une intersyndicale CGT-Sud-CFDT-CFTC 200 salariés se sont rassemblés vendredi à Paris devant le siège de l'AP-HP (Assistance Publique-Hôpitaux de Paris) pour témoigner de leurs difficiles conditions de travail, en marge d'un comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) central. Ce CHSCT était consacré à la prévention des suicides au travail et les salariés ont voulu témoigner de leur quotidien difficile et mettre en accusation les réductions d'effectifs et de moyens induits par le projet de vaste réorganisation de l'AP-HP. L'Intersyndicale dénonce les fusions, fermetures ou transferts de services et demande « des moyens décents pour soigner et pour des conditions de travail dignes pour les agents ».

Mairie de Paris : grève contre la politique sociale de Delanoë

Une intersyndicale (CFDT, CFTC-CGT-FO, Supap-FSU, UCP et Unsa) a appelé jeudi à une grève reconductible lundi prochain, jour de vote du budget 2010 au Conseil de Paris, pour « *dénoncer la politique sociale du maire de la capitale. L'ensemble des syndicats a décidé de boycotter les réunions officielles* » (Comités techniques paritaires, Comités hygiène et sécurité, etc.) et déposé « *un préavis de grève reconductible le lundi 14 décembre, jour du Conseil de Paris* », ont-ils annoncé dans un communiqué. Ils dénoncent « *les conflits entre les personnels et la municipalité parisienne de plus en plus fréquents : salaires, suppressions de postes, réorganisation permanente des services, précarité, santé au travail...* »

L'intersyndicale a lancé une grève également « *devant le refus de prendre en compte les revendications des personnels et le manque de dialogue et de considération de la ville de Paris* ».



Bibliothèque Nationale de France : en grève le 15 décembre contre les suppressions de postes



Une intersyndicale (FSU, CGT, CFDT, SUD, FO) de la BNF a lancé jeudi soir un nouvel appel à la grève pour mardi 15 décembre, à l'issue d'une rencontre avec la direction de l'établissement.

« *Concernant les suppressions de postes dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et la baisse de la subvention à l'établissement la direction a considéré que ces deux points sortaient de son domaine de compétence* » Selon les syndicats, la direction a accepté de discuter de l'externalisation envisagée de certains services. Des mesures constituant « *une avancée significative* » ont également été proposées pour la résorption de la précarité au sein de l'établissement, mais cela

reste « *très insuffisant* », poursuivent-ils. Par ailleurs, les personnels de la Réunion des musées nationaux réunis en assemblée générale ont également voté jeudi en faveur d'un mouvement de grève et décideront vendredi de la suite à donner au mouvement, selon un communiqué de l'intersyndicale de la RMN.

SNCF : polémique autour du suicide d'un cadre

Le suicide d'un cadre dirigeant de la SNCF, mardi près de Metz, a suscité jeudi une polémique entre la CGT, qui l'attribue à la charge de travail, et la direction régionale, qui dénonce une « *instrumentalisation odieuse d'un drame personnel* ». Dans un communiqué publié mercredi, la CGT des cheminots de Metz s'était élevée : « *Nous ne pouvons (...) taire les interrogations, nombreuses, que nous inspire cet acte dramatique* ».

Et avait poursuivi : « *Aujourd'hui, des situations de travail inadaptées sont directement cause de souffrance pour des cheminots dont certains n'en peuvent plus. Cela ne peut plus durer... Il nous faut dire cette souffrance qui n'est plus acceptable aujourd'hui, car elle conduit parfois à l'irréparable. [...] Ce cadre, âgé de 42 ans, marié et père de deux enfants, avait installé un lit de camp dans son bureau et il lui était arrivé d'y passer la nuit, selon des témoignages de ses collègues* », a ajouté le syndicat.



France Télécom : remise du rapport sur la souffrance au travail

C'est lundi 14 décembre que le cabinet d'expertise Technologia remet à la direction de France Télécom et aux syndicats deux rapports sur la souffrance au travail, dont l'un sur le questionnaire auquel ont répondu 80 000 salariés.



Infirmières : l'intersyndicale appelle à une « semaine du désordre »



L'intersyndicale Santé/Sociaux contre l'Ordre infirmier (à laquelle participe la CGT Santé et Action sociale) appelle à une « *semaine de désordre* » du 14 au 18 décembre qui permettra aux infirmiers dans les établissements d'afficher leur opposition.

Cette nouvelle initiative poursuit la mobilisation de la profession qui proteste contre la mise en place de cette institution ordinaire. Les professionnels ont notamment été invités à ne pas payer leur cotisation.

Salaires et restructuration : mobilisation sur trois sites de Sanofi Aventis

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi-Aventis ont manifesté vendredi sur trois sites (Vitry-sur-Seine, Montpellier et Val-de-Reuil), à la fois pour protester contre la restructuration de la R&D du groupe pharmaceutique et réclamer des augmentations de salaire.

Sur le site de Val-de-Reuil, qui produit le vaccin contre la grippe H1N1, la grève organisée par les syndicats CFTD, CGT et FO, qui réclament une augmentation des salaires, est suivie par 200 salariés.

A Vitry-sur-Seine, 400 manifestants se sont réunis devant le Centre de Recherche et ont défilé derrière une banderole réclamant le « *maintien des emplois, des sites et des activités* ». Ils ont dénoncé les suppressions de postes liées à la réorganisation des centres de recherche et développement du groupe en France et ont également demandé une hausse de salaires pour l'ensemble des salariés.

Sanofi-Aventis avait annoncé le 30 juin la fermeture de quatre sites transférés vers des implantations plus importantes et un plan de départs volontaires pour 850 chercheurs et 450 salariés des fonctions administratives.

Selon les syndicats CGT, CFTD, CFE-CGC, FO et SD (autonome), qui appelaient à la manifestation, cette réorganisation pourrait se traduire par la suppression de 347 postes dès le 1^{er} février 2010 sur le site de Vitry-Alfortville, soit une baisse d'effectif d'environ 20 %.

« *Pour un groupe qui va faire près de huit milliards d'euros de bénéfice en 2009, c'est une provocation* », a déploré Thierry Bodin, délégué CGT du site de Vitry-Alfortville.



Pôle emploi : 5 tentatives de suicide en 3 semaines

Après qu'une employée de l'agence Pôle emploi de Six-Fours (Var) ait tenté de mettre fin à ses jours mardi, un CHSCT extraordinaire s'est tenu mercredi, à Marseille. A la sortie de ce comité jugé très décevant, une intersyndicale prévue lundi après-midi permettra de « *prendre des mesures* », notamment un possible mouvement de grève. Le même jour, direction et élus du personnel de Pôle emploi Ile-de-France ont convenu de convoquer également un CHSCT extraordinaire, vendredi 11 décembre, après les tentatives de suicide de trois conseillers dans la région. Au total, « *cinq conseillers ont tenté d'attenter à leurs jours au cours des trois dernières semaines* », a déclaré mercredi le directeur général de Pôle emploi, Christian Charpy, soulignant qu'une négociation sur la prévention du stress et les conditions de travail serait entamée mi-janvier.

Les syndicats tirent la sonnette d'alarme depuis des mois sur les risques que fait peser le stress lié à la mise en place de la réforme dans un contexte d'explosion du nombre d'inscrits lié à la crise.

Lundi et mardi, plusieurs agences de Pôle emploi avaient fait grève dans le Val-de-Marne pour protester contre la réforme qui les oblige à être polyvalents et pouvoir, malgré des formations courtes, renseigner sans erreur un chômeur sur son indemnisation tout en facilitant sa recherche d'emploi.



Ministère de la Culture : brutalités policières dans l'antichambre du ministre



Vendredi 4 décembre au soir, dans le cadre d'un conflit qui dure depuis plusieurs jours, les responsables de tous les syndicats représentatifs du ministère de la Culture faisaient antichambre près du bureau de Frédéric Mitterrand pour exiger l'ouverture de négociations.

La seule réponse qui leur fut apportée a été leur évacuation autoritaire par les forces de l'ordre. Celle-ci a été assortie de violences physiques à l'encontre des représentants des salariés, dont le Secrétaire de la CGT-Culture.

Dans un communiqué, le Bureau du 49^{ème} Congrès de la CGT « *condamne fermement de tels agissements. Elle apporte son soutien à la lutte des personnels du ministère de la Culture qui*

sont mobilisés contre une politique de suppression d'emplois, de restrictions budgétaires et de démantèlement et, pour la sauvegarde, la rénovation et le développement du service public de la Culture. Elle exige des autorités qu'elles ouvrent immédiatement de véritables négociations. »

Documentation française et JO : grève contre les conditions de la fusion

Une intersyndicale CGT-CFDT-FGAF de la Documentation française appelait à une grève de 24 heures mardi dernier sur deux sites, Quai Voltaire à Paris et Aubervilliers, pour protester contre les conditions de mise en oeuvre de la fusion avec la direction des Journaux officiels, prévue pour le 1^{er} janvier 2010. Elle entend dénoncer « *des transferts d'activités sans anticipation, ni concertation avec les personnels concernés, la déqualification d'un certain nombre d'agents, une réorganisation des services bâclée, conduisant à une dégradation du service offert à ses usagers* ». « *Le principe de la fusion, qui concerne 800 personnes, était retenu depuis un moment, nous en sommes au projet d'arrêté, mais ce sont les modalités qui se font dans la précipitation* », a expliqué Chantal Bapts, secrétaire général de la CGT des services du premier ministre, dont dépend la Documentation française. Les problèmes liés à la fusion portent sur le statut des agents et salariés, les rémunérations et les horaires de travail.



Elèves en difficulté : profs et parents interpellent le ministre de l'Éducation

Cinq syndicats de l'Éducation nationale et les associations de parents FCPE et Peep ont adressé vendredi une lettre ouverte au ministre de l'Éducation, Luc Chatel, pour lui faire part de leurs inquiétudes à l'égard des personnels chargés d'aider les élèves en très grande difficulté. Leur inquiétude porte sur la pérennisation des Réseaux d'aide spécialisé aux enfants en difficulté. Ils demandent le maintien de tous ces postes de Rased alors que 3 000 d'entre eux ont été supprimés dans le budget 2009. Ils s'inquiètent du fait que les places en stages de formation aient été fortement réduites : « seuls 36 candidats ont été retenus pour l'aide rééducative et 119 pour l'aide pédagogique, alors qu'ils étaient 252 et 544 l'année dernière », observent-ils.



Dispositifs de dénonciation : Dassault Systèmes est allé trop loin



La Cour de cassation a donné raison à la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie, qui contestait le dispositif d'alerte professionnel de l'entreprise Dassault Systèmes.

Depuis 2002, à la suite notamment de la faillite d'Enron, les groupes cotés aux États-Unis, ou leurs filiales à l'étranger, doivent installer des dispositifs d'alerte, confidentiels et potentiellement anonymes, en vue de lutter contre la corruption, permettant aux salariés de dénoncer leurs collègues.

Le groupe Dassault Systèmes est l'un de ceux à avoir mis en oeuvre ce dispositif en France.

Dans son arrêt rendu mardi, la chambre sociale de la Cour de cassation a estimé que le dispositif mis en place par Dassault allait au-delà de ce qui était permis par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Entreprises : la formation des salariés pâtit de la crise

Selon une récente étude du Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (Céreq), les entreprises forment moins leurs salariés quand la conjoncture se dégrade. « Face à un ralentissement économique, lorsque ses carnets de commande se dégarnissent, une entreprise peut choisir de former davantage ses salariés pour favoriser leur adaptation ou leur reconversion. Elle peut ainsi préparer la reprise en augmentant sa capacité à réagir aux mutations futures. Dans les faits, ce cas de figure semble très minoritaire », écrivent les auteurs de l'étude, parue début décembre.

